

# Preuve de dépôt

**Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet DIKA Menuiserie sur la commune principale de l'AIOT Rue des acacias 22190 PLERIN.**

**La référence de votre dossier est A-3-Q5ZLW6EM6 et concerne une demande de type "une déclaration de cessation d'activité"**

**Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.**

Votre dossier a été transmis le 10/07/2023 à 12h48 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

Vous allez recevoir dans quelques instants, à l'adresse ci-dessous, un message de confirmation de transmission de votre dossier :

- #xxxx# (pour rappel, courriel d'échange avec l'administration)
- #yyyy# (pour rappel, déclarant)
- #zzzz# (pour rappel, mandataire)

## 1 - Type de déclaration

### Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration de cessation d'activité**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La D(R)EAL ou la DRIEAT**

### Conditions d'engagement du déclarant

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.**

- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur [Service-public.fr](http://Service-public.fr)

## 2 - Déclarant

### Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET **82805227400036**

Organisme : **NEODYME BREIZH**

Fonction : **Responsable projet en environnement**

### Personne morale

N° SIRET **38141741900011**

Raison sociale **DIKA MENUISERIES**

Forme juridique **SAS, société par actions simplifiée**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

### Adresse en France

**RUE PLERIN**

**22190 PLERIN**

### Signataire

Qualité : **Administrateur judiciaire**

### Référent

Fonction : **Responsable projet en environnement**

### 3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **DIKA Menuiserie**

### 4 - Localisation

#### Localisation de l'installation

**Rue des acacias**

**22190 PLERIN**

X : 274896

Y : 6841701

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

### 5 - Activité du site

**Les informations de cette étape ne sont pas nécessaires pour cette démarche.**

### 6 - Cessation d'activité

#### Information concernant la cessation d'activité

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite (ou a exploité par la passé) déjà au moins :

- Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **Non**
- Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **Non**

Date de mise à l'arrêt de l'installation : **15/12/2021**

Il s'agit d'une : **Cessation totale de l'activité**

Parcelles concernées par la cessation d'activité :

- Parcelle 1 : **Plérin 22190 ( 000 , BI , 0158 )**

Rubriques des installations classées concernées par la cessation :

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Régime
2661	2661-2-b	Transformation de polymères	D
2662	2662-2	Stockage de polymères	D

### Mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site

Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site, en précisant le calendrier prévisionnel :

**Les bâtiments ont été entièrement vidés à l'arrêt des activités. Aucun équipement ni produit n'a été conservé. La cuve enterrée recensé sur les aires extérieures a été vidée, dégazée et inertée en juin 2023 par la SARP Ouest. Un Bordereau de Suivi des Déchets est disponible. Aucun produit dangereux ou déchet issue de l'activité de la société DIKA n'est encore présent sur le site d'étude.**

Interdictions ou limitations d'accès au site, en précisant le calendrier prévisionnel :

**Le site est actuellement occupé .L e site est clôturé sur l'ensemble de son périmètre et ses deux accès sont équipés de portails, ceux-ci étaient fermés en permanence jusqu'à la nouvelle occupation.**

Suppression des risques d'incendie et d'explosion, en précisant le calendrier prévisionnel :

**Aucun produit inflammable ou combustible issue de l'activité de la société DIKA n'est plus stocké sur le site d'étude. En l'absence de tout stockage de ce type, aucun risque d'incendie n'est recensé sur le site. Le raccordement au gaz du site a été fermé. Aucun risque explosion n'est recensé sur le site.**

Surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux, en précisant le calendrier :

**Le schéma conceptuel réalisé pour un usage industriel, en l'état actuel du site, réalisé sur la base de l'étude de vulnérabilité et des résultats des investigations met en avant : • l'absence de risque potentiel pour les travailleurs au regard de l'imperméabilisation des sols au droit de la zone impactée (sols en bon état) ; • l'absence de risque potentiel pour la population hors site au regard de l'absence de voies de transfert possible via les eaux souterraines ou les eaux de surface. Considérant l'usage actuel de type industriel et le maintien de cet usage dans le futur ; • l'imperméabilisation des sols au droit de la zone impactée en hydrocarbures • l'absence vecteur de transfert (arrivée d'eaux souterraines) ; • la perméabilité faible des sols et la présence du socle rocheux à 3 m de profondeur ; L'état des milieux est compatible avec l'usage industriel du site dans la configuration d'aménagement actuelle du site.**

Mesures de gestion ou restrictions d'usage temporaires, en précisant le calendrier :

**Il conviendra de : • conserver en mémoire la situation environnementale du site ; • conserver les revêtements de sols en place ; • garantir l'absence de changement ultérieur d'usage (notamment pour un usage sensible), sans réalisation d'une étude complémentaire visant à vérifier la compatibilité de la qualité des milieux avec le projet envisagé.**

Mesures destinées à placer les terrains de l'installation dans un état permettant un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation :

**L'état des milieux est compatible avec l'usage industriel du site dans la configuration d'aménagement actuelle du site. : un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.**

Une attestation de mise en sécurité pour cette cessation d'activité est-elle disponible ? **Oui**

### Engagement du déclarant

**Je confirme avoir informé par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme**

## 7 - Pièces justificatives

Mandat ou document signé par le déclarant vous autorisant à déposer la déclaration en son nom :

**Mandat\_depot.pdf**

Attestation de mise en sécurité pour la cessation notifiée :

**ATTES\_SECUR\_NEW.pdf**